

## ARCHAÏQUEMENT VÔTRE...

Les abonnés de notre journal savent avec quelle persévérance nous avons constamment combattu toutes les formes de tentatives de démantèlement du syndicalisme ouvrier confédéré. Aucun pouvoir ne peut accepter définitivement que les salariés se constituent en force organisée. Aucun état ne peut accepter sans réagir que les ouvriers, existent en tant que classe, par leurs syndicats ou partis indépendants.

Le mouvement syndical de ce pays a toujours eu à résister aux mille et une propositions tendant à le transformer en rouage de l'état, en courroie de transmission, en même temps qu'il lui fallait s'opposer à la pratique du syndicalisme d'entreprise fondamentalement contradictoire au syndicalisme de classe. Stalinisme et catholicisme social portent plus particulièrement la responsabilité de l'offensive obstinée contre l'indépendance de la classe ouvrière.

Directement ou indirectement, par l'action de leurs propres organisations, ou en investissant d'autres, en plaçant leurs militants jusqu'au plus haut niveau de l'état, généralement en accord avec le patronat sur l'essentiel, leur intervention n'a jamais cessé. Hormis les périodes de répression brutale (occupation - Etat français - Charte du travail) les militants ouvriers ont toujours réussi à sauvegarder l'essentiel. Mais s'ils l'ont réussi, ce n'est pas par hasard. C'est entre autre, (et pour ne citer que la période qui commence à la fin de la deuxième guerre mondiale), parce que la CGT-FO existe et qu'elle a su répondre comme il convenait à toutes les tentations intégrationnistes.

Association capital-travail, cogestion, participation, autogestion, droit d'expression, actionnariat ouvrier, partenariat, le vocabulaire ne manque pas pour exprimer cette volonté permanente de tenter de gommer cette réalité: la lutte des classes existe (1).

A sa façon, Monsieur SUDREAU traduisait ainsi cette volonté dans son rapport sur la «réforme de l'entreprise» (1975): *«Les règles réformatrices doivent laisser une grande souplesse de choix et d'organisation; en outre, s'il faut sûrement chercher à transcender les positions syndicales et patronales, il faut avoir le réalisme de considérer que rien ne peut être accompli sans un minimum d'adhésion et de confiance».*

Propos que peuvent reprendre à leur compte Monsieur DE CLOSET et tous les flexibilisateurs, qui n'ont décidément rien inventé.

A une autre période et, au-delà de ses divergences sur d'autres plans avec VICHY, Paul BONCOUR, (qui faisait parti des 80 opposants à Pétain à l'Assemblée nationale), écrit dans ses mémoires:

*«Il n'ai pas jusqu'à certaines mesures de ce gouvernement sans base et sans nom dont il sera possible de se saisir et de faire servir à d'autres fins...»*

*Je n'en veux que deux exemples mais qui touchent deux des bases essentielles de la reconstruction de l'Etat: organiser la profession, rendre la vie à la Région...»*

Et Paul BONCOUR, qui avait fait des travaux sur le «fédéralisme professionnel» poursuit ainsi:

*«Face à VICHY (quelle ironie!) ce que j'ai préconisé pendant quarante ans de jeunesse et de vie publique est en train de se dessiner: l'organisation de la Profession». (Entre deux guerres: souvenirs sur la 3ème république - P. BONCOUR).*

Plus près de nous, en 1969, la tentative d'instaurer un état néocorporatiste par la régionalisation et la transformation des syndicats en appendices étatiques, échoua, notamment parce que la classe ouvrière approuva massivement les décisions syndicales en votant «non» au référendum gaulliste.

(1) Existera-t-elle toujours? C'est un autre débat.

Aujourd'hui, ce que la «*droite*» en son temps, n'a pu totalement réaliser, la «*gauche*» au pouvoir pendant 5 ans s'en est chargée, dans une parfaite continuité.

L'organisation de la décentralisation, le soutien à l'idéologie des mouvements d'usagers, les conseils d'école, la gestion tripartite, l'abandon des principes de laïcité, l'adoption le 19.11.85 par les députés PS et PCF de la loi AUROUX aggravée sur «*le droit d'expression des salariés*», le vote bloqué sur «*l'aménagement du temps de travail*», l'extraordinaire campagne antisyndicale mobilisant tous les médias, dans le même temps ou le C.N.P.F., annonce clairement son intention d'individualiser les salaires pour faire éclater les conventions collectives, la basse manoeuvre vraisemblablement décidée dans les sphères gouvernementales' de déstabiliser la CGT-FO par «*Libération*» interposé (2) voilà autant d'événements qui, loin d'être fortuits, démontrent que nous avons à faire à une des plus formidables attaque frontale que la classe ouvrière et le syndicalisme de classe indépendant, ont eu à subir au cours de leur existence. L'histoire - et les travailleurs - retiendront que c'est sous un gouvernement de «*gauche*» (?) que cela s'est produit. Dans ces conditions, les hésitations, les atermoiements ne sont plus de mises. A l'U.A.S., ils ne l'ont jamais été. C'est donc tout naturellement et sans tergiversation aucune, que nous affirmons notre continuité dans l'archéo-syndicalisme: nous continuerons à essayer de renforcer les syndicats dans lesquels nous militons. Nous essaierons d'en constituer de nouveaux.

Nous poursuivrons nos explications: le syndicat est constitué par l'association volontaire des salariés qui se regroupent pour défendre leurs intérêts matériels et moraux, face à l'état et au patronat, en toute indépendance. Le syndicat concrétise son action par la conclusion de contrats collectifs, qui sont autant de compromis à un moment donné, mais qui sont la représentation exacte de ce que la capacité syndicale a été capable de réaliser: c'est ce qu'on appelle le rapport des forces. Nous continuerons à oeuvrer pour que se développe un authentique mouvement laïque.

En tant qu'individus, nous persévérons pour apporter notre contribution dans d'autres mouvements qui ont des préoccupations voisines des nôtres.

Nous observons avec beaucoup d'attention et d'intérêt, les efforts de milliers de militants ouvriers, qui poursuivent la reconstruction d'une force politique ouvrière indépendante, pour combler le vide créé par la politique du PS et du PCF, en dépit de résultats électoraux qui ne sont certainement pas à la mesure des efforts et des espoirs de ces camarades. Résultats qui méritent une analyse approfondie, que pour notre part, à l'UAS, nous ne manquerons pas de faire. En tout état de cause, au-delà de la sécheresse des chiffres, il y a les réalités, et notamment le fait essentiel que «*droite*» et «*gauche*» sont condamnés, sous une forme ou une autre, à cohabiter pour tenter d'imposer le consensus social baptisé par Edmond MAIRE, «*ORDRE SOCIAL PUBLIC*».

C'est donc sur des bases simples et traditionnelles que nous poursuivrons nos efforts, aux côtés de tous ceux qui n'abdiquent pas: défense inconditionnelle de l'indépendance syndicale, donc refus de toute forme d'intégration, défense du contrat collectif, de la laïcité de l'école et de l'état, respect des libertés démocratiques, donc opposition à la «*démocratie participative*» ou «*implicative*».

Et puis, les militants ouvriers savent faire la différence entre les actions commandos de division du couple PC-CGT, et les mouvements réels et profonds qui, de ci, de là, se produisent dans quelques secteurs. En ce sens les grèves générales des cheminots en octobre dernier, et plus près de nous, celles de la RATP sont révélatrices. Ce n'est pas un hasard si ces faits importants, deux grèves générales dans deux corporations, n'ont pas mobilisé les médias autant que Monsieur DE CLOSET.

L'essentiel est qu'elles aient été perçues par de nombreux travailleurs comme l'exemple «de ce qu'il faudrait faire». C'est ainsi qu'ils expriment... pour l'instant. On peut nous dire qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, et que nous aurions tort de prendre nos désirs pour des réalités. Certes! Personne ne peut prévoir quelles seront les réactions, et à quels moments elles se produiront, d'une classe ouvrière, qui en tout état de cause n'est pas vaincue, et qui peut donc encore créer bien des surprises, comme à d'autres périodes de son histoire.

**Jo. SALAMERO.**

-----

(2) Avec le soutien de «*l'Ecole Libératrice*», organe officiel du SNI, du 7.12.85; nous nous en souviendrons.